

CHAPITRE VI

SOMMAIRE : Maximilien reprend le chemin de Mexico. — Haltes sur la route. — Démarche inutile de M. Dano et du général Castelnau. — Nouvelle consultation sur la prolongation de l'empire. — Rentrée au palais. — L'empereur en chartre privée. — Les derniers jours de l'intervention. — Démêlés et conflits.

Le 12 décembre 1866, Maximilien reprenait le chemin de Mexico ; il serait plus exact de dire qu'on le lui faisait reprendre, car la part de sa volonté dans ses actes était devenue à peu près nulle. Pour son goût, il eût de beaucoup préféré continuer à herboriser dans la vallée d'Orizaba. La lenteur qu'il mit à rentrer dans son palais montra du reste combien peu il était pressé de se retrouver aux prises avec les réalités du gouvernement, malgré l'ardeur apparente avec laquelle il venait de ressaisir la couronne. Arrivé le 15 à Puebla, il y fit une halte qui, limitée dans le principe à deux ou trois jours, se prolongea près de trois semaines. M. Dano et le général Castelnau

crurent entrevoir, dans ce temps d'arrêt, l'indice d'indécisions nouvelles et une chance favorable pour tenter la démarche dont les vacillations du maréchal avaient laissé passer l'occasion un mois auparavant. Ils se mirent en route le 20 décembre, dans le but d'aller conférer avec l'empereur et de voir s'il ne serait pas encore possible de le ramener à la pensée du départ. Leur démarche eut le succès auquel on pouvait d'avance s'attendre auprès d'un homme engagé d'honneur et d'amour-propre à rester, après avoir eu pour ainsi dire le pied sur le navire qui devait l'emmenner.

Admis non sans peine auprès de Maximilien, la seule réponse qu'ils obtinrent fut celle-ci : « Mon intention n'est pas de m'imposer au Mexique ; mais je veux le quitter à mon heure, après qu'un congrès aura organisé le gouvernement appelé à me succéder. »

Les deux représentants de la France tentèrent d'objecter que les juaristes seraient bientôt maîtres des trois quarts du pays, que la réunion d'un congrès était par conséquent impossible sans leur concours, et qu'il n'y avait pas à se flatter d'obtenir ce concours par un appel quelconque du gouvernement impérial. Il leur fut répliqué que les négociations étaient déjà ouvertes avec les principaux chefs, et qu'on avait le meilleur espoir d'arriver à une entente. La vérité était que le colonel Lamadrid, expédié auprès du général Porfirio Diaz pour essayer de nouer des pour-

parlers, n'avait pas même été admis à exposer l'objet de sa mission.

De leur tardive excursion, M. Dano et le général Castelnau ne rapportèrent à Mexico que le souvenir d'une réception médiocrement courtoise et la certitude qu'il serait désormais inutile de vouloir faire entendre quoi que ce fût à l'empereur. Ils avaient pu constater *de visu* l'état de séquestration où vivait le malheureux prince, tenu en dehors de toutes les affaires et dans l'ignorance de toutes les nouvelles. Sa correspondance particulière même n'était pas à l'abri de l'ombrageuse vigilance des maîtres qu'il s'était donnés, en croyant accepter des auxiliaires. Pour que nulle influence incommode ne vînt les gêner, les hommes décidés à gouverner sous son nom avaient réussi à lui faire décréter la suppression complète du cabinet fondé par M. Éloin et à la tête duquel se trouvait en dernier lieu le capitaine Pierron. Officier du plus haut mérite et travailleur infatigable, M. Pierron était en outre un caractère rare. Demeuré à son poste malgré la difficulté croissante des circonstances, au risque de voir briser la brillante carrière militaire qui s'ouvrait devant lui¹, il était de ceux qui pensaient que

1. Cette généreuse constance fit encourir au capitaine Pierron le déplaisir du maréchal Bazaine, et lui valut d'être mis en disponibilité hors cadres. Ce ne fut pas sans peine qu'il obtint de rentrer au service. Par un singulier rapprochement de la destinée, il se trouvait auprès de Napoléon II⁷ en qualité d'officier d'ordonnance, lors du désastre de 1870.

l'empereur avait eu raison de ne point quitter le Mexique ; mais là s'arrêtait sa communauté d'idées avec l'entourage impérial. On le savait incapable de pactiser avec aucune coterie. Un moment pouvait venir où il donnerait des conseils autres que ceux qu'on voulait faire aveuglément accepter ; or, le passé avait démontré que, tout en écoutant avec une certaine impatience cette voix trop franche pour son goût, Maximilien en subissait parfois l'ascendant. Le voisinage d'un tel homme risquait de devenir dangereux. D'un autre côté, révoquer brutalement M. Pierron, pour lui donner un successeur direct, n'était pas chose facile. Sans l'aimer beaucoup, l'empereur l'estimait ; peut-être ne se fût-il pas prêté sans résistance à un procédé blessant envers lui. On tourna la difficulté en décrétant que, par mesure d'économie, il n'y aurait plus à l'avenir qu'un secrétaire particulier de Sa Majesté.

L'expédient était d'autant plus ingénieux que le secrétaire se trouvait tout nommé et déjà en possession. Le Père Fischer n'avait qu'à continuer, à titre définitif et exclusif, les fonctions dont il s'était emparé pendant le séjour d'Orizaba. Il demeurait ainsi l'unique intermédiaire entre l'empereur et les ministres, qui avaient appris à compter sur lui. Le travail d'accaparement et d'isolement poursuivi depuis six semaines autour du prince était désormais complet.

C'est à Puebla que Maximilien reçut, le 1^{er} jan-

vier 1866, les souhaits pour la nouvelle année dont il ne devait pas voir la fin. Le 3, il se décida enfin à continuer son voyage et arriva le 5 à la maison de campagne de la Teja, aux portes de Mexico. Là, il s'arrêta encore une fois, comme s'il ne pouvait se résoudre à franchir les derniers pas qui le séparaient de son palais. Le lendemain de son arrivée, M. Dano et le général Castelnau se présentèrent avec la double intention de lui faire la visite à laquelle avait droit un souverain revenant dans sa capitale, et de tenter, pour l'acquit de leur conscience, un suprême effort sur ses résolutions. Suivant son habitude de dîner à trois heures de l'après-midi, l'empereur était à table ; le capitaine Pierron dînait avec lui. Il fit dire qu'il était souffrant et ne pouvait recevoir personne. Le général Castelnau revint seul le lendemain et fut plus heureux, en ce sens qu'il ne se vit pas éconduit, mais là se borna sa victoire. Aux premiers mots qu'il voulut hasarder touchant la question d'avenir, il fut arrêté net par la déclaration que la détermination prise était immuable, et que le départ des troupes françaises n'y pouvait rien changer.

Il semble pourtant que cette dernière station à la Teja ait été marquée, chez l'empereur, par un retour d'hésitation assez sérieux pour rendre nécessaire une seconde consultation politique analogue à celle d'Orizaba. La réunion, convoquée au palais le 14 janvier, se composait de trente-cinq

personnes convenablement choisies, cela va sans dire, auxquelles fut soumise la question suivante :

« Dans les circonstances actuelles du pays, et en vue des chiffres présentés par les ministres de la guerre et des finances, le gouvernement impérial doit-il et peut-il entreprendre la pacification? »

Chacun des assistants fut successivement invité à prendre la parole et à donner son opinion motivée, tant sur la question elle-même que sur les calculs ministériels dont elle était accompagnée. Sur ce dernier terrain, les avocats de la prolongation de la lutte se montrèrent très-sobres de développements et éludèrent presque tous la discussion ; les plus optimistes la sentaient impossible ; ils se tinrent dans des généralités entourées de réticences. Ceux, par contre, qui élevèrent courageusement la voix pour réitérer le conseil d'abdiquer, n'eurent point de peine à démontrer l'inanité presque dérisoire des ressources avec lesquelles on prétendait reconstituer l'empire démembré. Le maréchal Bazaine, appelé par le désir exprès de Maximilien, était le seul Français présent. Il donna lecture d'une note qui faisait très-clairement ressortir l'issue inévitable de l'aventure où on parlait de se lancer, mais en s'abstenant de conclure. En résumé, de même qu'à Orizaba, on put dire à l'empereur que la majorité s'était prononcée contre l'abandon de la partie, et que, con-

séqueusement, le vœu de la nation le retenait au Mexique. C'était tout ce qu'il fallait.

La semaine suivante, Maximilien rentrait enfin dans Mexico et allait se réinstaller au palais, trois mois jour pour jour après l'avoir quitté avec la pensée de n'en jamais repasser le seuil. Il avait mis plus de cinq semaines à revenir d'Orizaba. Par une rencontre de dates qui fournit, dans cette triste histoire, une occasion nouvelle aux rapprochements fatidiques, ce fut le 21 janvier, l'anniversaire de l'exécution d'un roi, qu'il choisit pour consacrer d'une manière irrévocable, en reprenant possession de la résidence impériale, la détermination qui devait le conduire à la mort¹.

Cette détermination, on a vu de quelles étranges vicissitudes, de quelles tergiversations multiples elle était sortie. Étudiée de près, elle apparaît bien moins comme un acte de volonté personnelle et raisonnée, que comme la résultante d'une série de concessions faites de guerre lasse à d'habiles et persistantes suggestions. De même qu'il s'était laissé ramener d'Orizaba, Maximilien se laissa retenir à Mexico plutôt qu'il n'y resta de propos fermés et délibérés. Parmi les sentiments auxquels il obéit en renonçant à partir, l'ambition, telle qu'on la conçoit d'ordinaire, tint certainement la moindre place. Son entourage avait éveillé en lui une sourde animosité contre la France ; il céda,

1. Voir notes et pièces justificatives, lettre B.

partie à la satisfaction de prendre le contre-pied de ce que la France voulait, partie à l'espoir chimérique de jouer un rôle éclatant sans elle et malgré elle. La faiblesse de caractère qui le livrait sans défense à qui savait l'exploiter fit le reste. Pendant ces longues semaines de suspens et de combat moral, sa pensée vraie, son désir constant fut, à n'en pas douter, de jeter bas le fardeau du pouvoir. Mais, dominé et circonvenu, il ne trouva jamais le quart d'heure de décision nécessaire pour ajouter la dernière phrase à l'acte d'abdication commencé le 21 octobre. Il finit par le déchirer, à l'heure où le spectacle qu'il avait sous les yeux l'avertissait plus que jamais de le signer.

Le 15 janvier, le général de Castagny avait fait son entrée dans la capitale avec la dernière colonne française venant de l'intérieur. Son arrivée marquait le terme du mouvement de concentration. La descente vers la côte se poursuivait à son tour avec toute la célérité possible. De semaine en semaine, on voyait des convois militaires sans cesse grossissants prendre le chemin de Vera-Cruz, suivis par le flot de la population civile qui préférerait tout abandonner que de rester exposée aux représailles du parti juariste. Il n'était plus question de départs échelonnés, d'occupation partielle prolongée jusqu'à l'automne ; l'envoi des bâtiments de transport avait été réglé en France de telle sorte que l'embarquement de l'armée entière s'effectuât presque simultanément. Encore un petit

nombre de jours et l'évacuation totale serait un fait accompli.

Sur les pas de nos soldats, le pays s'était en quelque sorte refermé pour l'empire, rouvert pour la république. Les villes que les commandants français remettaient, en les quittant, aux mains des autorités impériales, y restaient tout juste le temps nécessaire pour qu'un détachement juariste vînt les occuper. Le plus souvent, ce détachement n'avait même pas à brûler une amorce; s'il lui arrivait par exception de rencontrer sur sa route un des faibles et rares contingents que la fermeté d'un officier dévoué maintenait encore sous le drapeau impérial, c'était l'affaire d'une escarmouche dont l'issue était écrite d'avance. Nulle part, la moindre démonstration de résistance de la part des populations; presque partout, au contraire, un empressement spontané, une cordialité non équivoque à accueillir le gouvernement qui reprenait possession du territoire. Une administration nouvelle s'organisait ainsi de proche en proche au nom de Juarez, reconnue et obéie de tout le monde, fonctionnant aussitôt installée avec la régularité d'un régime qui n'aurait pas connu d'interrègne. Une égale soumission à l'autorité du président de la République s'établissait parmi les chefs militaires qui, durant l'occupation française, avaient agi plus ou moins au hasard, d'après leurs inspirations, sinon pour leur compte personnel. Une tentative faite par le général Ortega pour re-

vendiquer la présidence en vertu d'une argutie légale, avortait dans le ridicule et se dénouait prosaïquement par l'arrestation du malencontreux prétendant, resté l'unique partisan de sa propre candidature, phénomène sans exemple dans les annales des *pronunciamientos*.

C'était comme un changement à vue, donnant l'exacte contre-partie de la scène à laquelle on avait assisté en 1864, alors que Juarez, reculant sans cesse devant le drapeau de l'intervention, voyait son armée fondre autour de lui, le territoire se dérober sous ses pieds d'étape en étape, et les villes se livrer l'une après l'autre à l'empire récemment proclamé. La conquête matérielle et morale dont M. Zamacona, deux années auparavant, constatait avec une si amère douleur les progrès au profit de l'œuvre de l'intervention, s'accomplissait maintenant en sens inverse, et plus rapidement encore, au profit du fugitif de 1864. Relégué quelques semaines auparavant au fond des solitudes de Chihuahua, Juarez et ses ministres étaient déjà revenus jusqu'à Zacatecas, et se disposaient à établir le siège du gouvernement à San Luis Potosi¹, en attendant le moment de se reporter à Mexico même. De quelques lieux qu'ils fussent datés, d'ailleurs, leurs décrets et leurs

1. Chihuahua est à 1,800 kilomètres de Mexico, Zacatecas à 700, San Luis Potosi à 450.

Le simple énoncé de ces distances permet de mesurer la marche des événements.

ordres faisaient loi aussi complètement que s'ils étaient partis de la capitale.

En face de cette renaissance de la république, au-devant de laquelle allaient, pour ainsi dire, d'eux-mêmes tous les éléments de réorganisation, l'empire demeurait réduit à la possession précaire de cinq ou six villes, à quelques milliers de soldats obtenus pour la plupart à l'aide du recrutement forcé, aux expédients pécuniaires les plus misérables et les plus odieux. Pour se procurer des hommes, il fallait faire des razzias de passants dans les rues ; pour se procurer de l'argent, on en était réduit à décréter des contributions arbitraires et à jeter en prison les contribuables récalcitrants ; puis, comme cela ne réussissait pas encore à faire ouvrir les caisses, on opérait au milieu de la nuit une descente de police chez ceux où il y avait certitude de trouver le coffre-fort bien garni, et l'on enlevait 150,000 francs à l'un, 90,000 francs à l'autre. C'est ainsi que se réalisaient les promesses de concours unanime des populations, solennellement faites et solennellement réitérées au malheureux Maximilien pour le déterminer à reprendre la couronne au nom de la volonté nationale !

Si étrange et si incompréhensible que cela paraisse, il faut dire à l'honneur du malheureux prince qu'il vivait dans l'ignorance à peu près complète des mesures prises par ses ministres, comme de l'état même du pays. La claustration qui avait commencé à Orizaba, que M. Dano et le

général Castelnau avaient constatée à Puebla, était devenue plus étroite que jamais depuis le retour au palais. Le père Fischer cumulait avec ses fonctions officielles, sinon précisément le rôle de geôlier, celui du moins d'un surveillant chargé d'assourdir les échos du dehors avant de leur permettre d'arriver à l'appartement impérial. Les choses en étaient à ce degré que M. Hoorickx, chargé d'affaires de Belgique, voulant faire tenir à l'empereur une lettre reçue d'Europe, se voyait obligé de recourir à un homme de la livrée, gagné à prix d'argent. Un Français, M. Thiele, auquel l'empereur avait confié secrètement une mission, ne put lui en rendre compte qu'en se glissant de nuit, avec mille précautions, à travers les escaliers et les corridors du palais. Il trouva l'édifice à peine éclairé, plongé dans un morne silence et dans une solitude qui n'empêchait pas pourtant de sentir le malaise d'une vigilance occulte. « Quand je suis sorti, racontait-il le lendemain, je me faisais à moi-même l'effet d'un homme qui vient de s'évader d'une prison. » C'était, pour un souverain, une misérable autant que singulière existence, et l'on ne s'explique pas comment, en dépit des incertitudes de son esprit et des faiblesses de son caractère, Maximilien pouvait s'abandonner lui-même au point de la subir. Mais ce qui devient plus inexplicable encore, c'est qu'il avait conscience de l'état auquel il se laissait réduire. Comme M. Thiele, dans l'entrevue dont je viens de parler, lui racon-

tait la peine qu'il avait eue pour pénétrer jusqu'à lui : « Que voulez-vous ? répondit l'empereur d'un ton de nonchalante indifférence, on ne peut pas se fier à ces gens-là ; on me cache tout ; on déchire même mes lettres. » Un autre jour, M. Dano, dans une audience que force avait été d'accorder à son insistance, essayait discrètement de le mettre en garde contre le père Fischer. « Ah ! s'écria Maximilien en l'interrompant, vous ne m'apprenez rien, je le connais mieux que vous. » Et il se mit à faire de son secrétaire intime une telle esquisse biographique que le ministre de France ne put s'empêcher de lui demander : « Mais alors, sire, pourquoi le gardez-vous ? » L'empereur se contenta de hausser les épaules, en homme qui pense : « A quoi cela m'avancerait-il ? » et changea de conversation.

Comme dernier trait à ce triste tableau, l'hostilité latente jusque-là du ministère et du quartier général français éclatait publiquement et dégénérait en conflit déclaré. Depuis le mois de novembre, le président du conseil, M. Teodosio Lares, n'avait laissé échapper aucune occasion d'épancher son amertume contre l'intervention. Dans les divers documents relatifs à l'abdication, notamment dans une circulaire diplomatique des premiers jours de décembre, il avait mêlé à l'exposé des faits les insinuations les plus blessantes à l'endroit de la politique de la France et de la conduite de ses représentants. Ceux-ci avaient répondu par la

publication d'une note semi-officielle, où M. Lares et ses collègues étaient à leur tour assez durement traités. « Les agents de l'intervention, disait cette note, ne veulent prendre aucune part à des menées intéressées, qui n'auront d'autre effet que de raviver les haines et de ranimer la guerre civile qu'ils auraient voulu éteindre. » C'était répudier et condamner dans les termes les plus sévères le parti qui, pour servir ses vues particulières, avait retenu Maximilien au Mexique. Nonobstant cet échange de récriminations, cependant, les relations courantes s'étaient maintenues de part et d'autre sur un pied d'apparente convenance jusque vers le commencement de janvier. Une question d'argent amena la rupture ouverte. En vertu d'une convention signée six mois auparavant, le trésor français percevait directement et pour son propre compte une partie des droits de douane payés à Vera-Cruz. M. Lares entreprit d'obtenir du maréchal Bazaine qu'il renonçât au bénéfice de cette stipulation, en invoquant la pénurie des finances mexicaines et en faisant intervenir l'empereur lui-même. Déçu dans son espérance, il voulut recourir aux grands moyens. Il éleva la prétention de tenir pour nulles les quittances douanières délivrées à Vera-Cruz par l'administration française, et d'exiger des négociants de Mexico un second acquittement des droits avant de permettre qu'ils prissent possession de leurs marchandises. Le commerce, pour qui une pareille

exigence équivalait à la ruine, en appela à M. de Maintenant, devenu le chef de notre mission financière. M. de Maintenant essaya de faire entendre raison au ministère, puis, comme celui-ci faisait mine de passer outre, il requit l'appui du maréchal. Une note du quartier général autorisa publiquement les négociants auxquels la douane de Mexico demanderait un nouveau paiement des droits acquittés à Vera-Cruz, à requérir l'assistance de la force armée pour se faire délivrer leurs caisses et leurs ballots.

On n'était pas sorti de ce premier conflit, qu'il en surgissait un autre, encore plus grave et de nature plus délicate. Un voyageur nommé Garay est arrêté en entrant dans Mexico, comme suspect d'entretenir des relations avec les juaristes. Les papiers trouvés sur lui confirment les premiers soupçons et l'arrestation est maintenue. Mais alors le prisonnier exhibe un sauf-conduit délivré par l'autorité militaire française et se réclame du maréchal Bazaine. Celui-ci demande en effet que Garay soit mis en liberté; le ministère s'y refuse et fait publier un récit à la fois insolent et perfide de l'incident, dans le journal *La Patria*. Le maréchal, à son tour, fait arrêter le rédacteur de la feuille officieuse et bientôt après le chef même de la police, le général Ugarte. Pendant quarante-huit heures, il fut assez difficile de prévoir comment se dénouerait l'affaire. Le ministère se décida enfin à laisser aller M. Garay et le quartier gé-

néral relâcha également ses deux prisonniers: mais la rupture demeura irrémédiable.

M. Lares n'avait pas attendu cet incident pour accuser à mots couverts le commandant en chef de l'armée française de pactiser avec les ennemis de l'empire. L'accusation fut désormais articulée tout haut dans le cercle ministériel. On rapprochait la protection accordée à Garay de la tolérance déployée envers les bandes juaristes, dont les coureurs venaient impunément se montrer aux portes mêmes de la capitale; on faisait en outre ressortir le soin avec lequel ces bandes évitaient, de leur côté, d'inquiéter les détachements ou même les soldats français isolés qui passaient à leur portée. On concluait à l'existence d'une entente secrète, d'un accord d'inaction réciproque. L'imputation arriva à se glisser dans une note officielle, en termes tellement transparents qu'il était impossible de la laisser passer inaperçue. Le maréchal la releva en notifiant à M. Lares qu'il refusait d'avoir à l'avenir aucun rapport avec son ministère. Il écrivit en même temps à l'empereur, pour lui communiquer cette détermination et les motifs qui l'avaient provoquée, une lettre où se trouvait le paragraphe suivant :

« Je crois rendre encore service à l'empereur en essayant de l'éclairer sur les tendances et les insinuations perfides d'une faction qui ne réunit que peu de sympathies et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir, ou de la confiance

qu'ils ont su inspirer, pour préparer au Mexique et à Votre Majesté une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruine, d'anarchie et d'humiliations sans nombre. »

C'était déployer trop tard l'énergie de la vérité. Le moment où cet avertissement aurait dû être donné et aurait pu être entendu était passé depuis longtemps. Maximilien appartenait maintenant aux hommes mêmes qu'on lui dénonçait; ils lui avaient imposé leur cause en affectant de servir la sienne; ils agissaient en son nom et dictaient ses actes. Aussi, la lettre du maréchal, transmise par l'intermédiaire obligé du père Fischer, était-elle renvoyée deux heures plus tard au quartier général avec une note ainsi conçue :

« 28 janvier, 7 heures du soir.

« Monsieur le maréchal,

« Sa Majesté l'Empereur m'ordonne à l'instant de retourner à Votre Excellence la lettre ci-jointe, ne pouvant admettre que vous parliez de ses ministres dans les termes qui s'y trouvent employés.

« A moins que Votre Excellence ne juge à propos de donner une satisfaction au sujet de ces termes, Sa Majesté m'ordonne de faire savoir à Votre Excellence que, dans ces conditions, Elle ne veut plus à l'avenir avoir aucune relation directe avec Votre Excellence.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Signé FISCHER. »

A la réception de ce message, le maréchal jeta feu et flammes, parla de faire sortir immédiatement ses troupes de la ville, chercha quelle réparation il pourrait exiger de l'injure qui lui était faite. Mais force lui fut de reconnaître qu'il était désarmé en face de gens qui savaient n'avoir plus rien à espérer, plus rien à craindre de lui. L'effet de ses ordres étant désormais limité à quelques jours, toute mesure de représailles aurait trahi son dépit sans venger sa dignité. Il se résigna donc à laisser les choses telles quelles. Le dernier mot de l'intervention française au Mexique était dit.